



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE



Direction de la Communication

NEWS

Revue de presse



Lundi 25 Décembre 2023



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

[Le président de la République signe la loi de finances 2024](#)



Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, dimanche à Alger, la loi de finances 2024, selon un communiqué de la Présidence de la République.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

LF2024: une batterie de mesures pour consolider le pouvoir d'achat et soutenir davantage l'investissement

La loi de finances pour l'année 2024, signée dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à l'appui aux investissements ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Conseil des ministres : le président de la République souligne l'impératif de numériser, de manière unifiée, tous les secteurs

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée dimanche, l'impératif de généraliser la numérisation à tous les secteurs gouvernementaux, de manière unifiée, sous la supervision du Haut Commissariat à la numérisation, indique un communiqué du Conseil des ministres.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

LF2024: une croissance économique de 4,2 % attendue

La loi de finances pour l'année 2024, signée dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, table sur une croissance économique de 4,2%, tirée par des performances de tous les secteurs d'activités, notamment les services, l'agriculture, le BTPH et l'industrie.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Communiqué du Conseil des ministres

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune a présidé, dimanche, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés inhérents à plusieurs secteurs, indique un communiqué du Conseil des ministres dont voici la traduction APS:



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

LF2024: une croissance économique de 4,2 % attendue

La loi de finances pour l'année 2024, signée dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, table sur une croissance économique de 4,2%, tirée par des performances de tous les secteurs d'activités, notamment les services, l'agriculture, le BTPH et l'industrie.



Développement des Start-up : Lancement du financement participatif



Le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a annoncé le lancement officiel du financement participatif au profit des start-up, qui permettra à celles-ci d'entrer en liaison depuis des plateformes dédiées, avec les investisseurs souhaitant contribuer à l'approvisionnement en ressources financières, et ce dans une démarche visant à encourager les initiatives entrepreneuriales.

[Le président de la République signe la loi de finances 2024](#)

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier à Alger, la loi de finances 2024. La loi, adoptée le 14 décembre par le Conseil de la nation, et le 5 décembre par l'APN, prévoit une batterie de mesures législatives destinées, notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à travers essentiellement diverses dispositions fiscales, à l'appui aux investissements et à l'économie nationale, ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales.

[Développement des start-up et microentreprises](#)

[Le financement participatif entre en scène](#)

Un grand nombre de start-up profiteront d'un financement participatif depuis des plateformes numériques.



En renforcement des procédures d'investissement et des financement des start-up et des microentreprises, le ministre des Finances, Laâziz Faïd, a annoncé, samedi à Alger, le lancement officiel du «financement participatif au profit des start-up, qui permettra à ces dernières d'entrer en liaison, depuis des plateformes dédiées, avec les investisseurs souhaitant contribuer à l'approvisionnement en ressources financières, et ce dans une démarche visant à encourager les initiatives entrepreneuriales».



[Enseignants, chercheurs, hospitalo-universitaires et imams](#)

[Les augmentations de salaires dès janvier](#)

Les textes sont retoqués, mais le principe de la revue des régimes indemnitaires est retenu.

Les statuts particuliers et les régimes indemnitaires du personnel de l'Éducation nationale, du chercheur hospitalo-universitaire, de l'enseignant-chercheur, du chercheur permanent, du personnel médical et paramédical et de l'imam, ont figuré dans l'ordre du jour du Conseil des ministres, qui s'est réuni, hier, sous la présidence du chef de l'État.



[Le pétrole affronte la semaine proche des 80 dollars](#)

[Le baril ira-t-il plus haut?](#)

Les cours de l'or noir ont clôturé la semaine passée en repli, mais ont cependant, engrangé plus de 2 dollars de gain.

Le pétrole a connu une semaine, achevée le 22 octobre, moins agitée que la précédente. Deux faux pas en cinq séances de cotation. Ce qui n'a pas empêché les cours de l'or noir qui avaient clôturé en léger repli d'engranger plus de deux dollars de gain. 2,52 dollars pour le Brent et 2,13 dollars pour son équivalent américain, le WTI. Le baril a débuté la semaine sur les chapeaux de roue affichant trois séances de hausse consécutive (lundi, mardi et mercredi) qui ont propulsé le Brent à quelque 30 cents de la barre des 80 dollars.

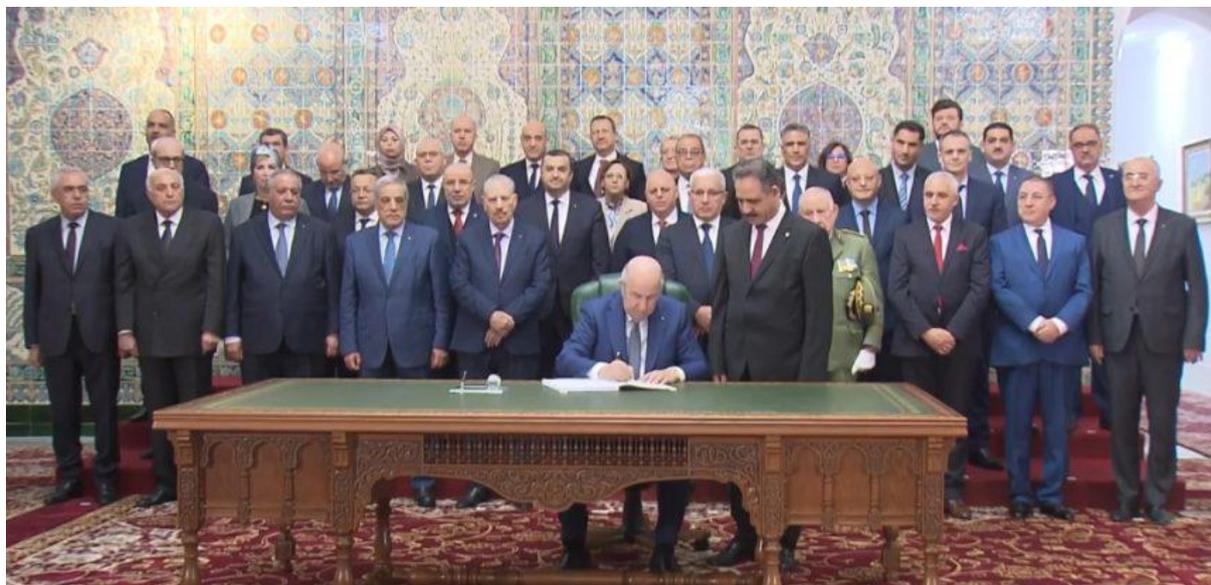


[Start-up : Lancement officiel du financement participatif](#)

Institué en vertu de la Loi de finances 2020, le financement participatif ou «crowdfunding», qui consiste en un échange de fonds entre individus en dehors des circuits financiers institutionnels, afin de financer un projet via une plateforme en ligne, est officiellement lancé.

En effet, le ministre des Finances, Laaziz Faid, a annoncé samedi, le lancement officiel du financement participatif au profit des start-up qui permettra à ces dernières d'entrer en liaison, depuis des plateformes dédiées, avec les investisseurs souhaitant contribuer à l'approvisionnement en ressources financières, et ce dans une démarche visant à encourager les initiatives entrepreneuriales.

Le président de la République signe la Loi de Finances de 2024



Le président de la République a signé, ce dimanche, la Loi de Finances pour l'exercice 2024, a indiqué les services de la Présidence de la République.

La signature a eu lieu au siège de la Présidence de la République en présence des hauts responsables de l'Etat.



Numérisation : La révolution tant attendue

«La numérisation est réelle et fiable. De plus, elle ne ment pas, ne falsifie pas les données et assure la rapidité nécessaire pour résoudre les problèmes, en fournissant des chiffres exacts», schématisa le président de la République lors d'une entrevue avec les représentants des médias nationaux, en insistant sur l'extrême nécessité de basculer vers le tout- numérique.

Au-delà donc de l'exigence qu'impose la mondialisation aux pays d'être au diapason de cette irréversible transformation à l'aune de la révolution numérique, qui régit, désormais, l'économie mondiale, l'enjeu de la transition à l'échelle domestique relève d'une refonte fondamentale et vise à tarir à la base les sources alimentant les fléaux tentaculaires qui ont prospéré dans les rouages de l'Etat sous la carapace bureaucratique et de la gestion opaque, faute d'un tableau de bord aux indicateurs clairs et précis.



Grâce à une performance multisectorielle : Une croissance économique de 4,2 % attendue

La loi de finances pour l'année 2024, signée, ce dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, table sur une croissance économique de 4,2%, tirée par des performances de tous les secteurs d'activités, notamment les services, l'agriculture, le BTPH et l'industrie.

La croissance économique devrait ainsi atteindre +3,9% en 2025 et +4% en 2026, des croissances qui résulteraient des performances de tous les secteurs, avec une croissance du secteur des hydrocarbures de près de 1% en 2024, tirée principalement par les exportations de gaz naturel, de gaz naturel liquéfié (GNL) et de gaz de pétrole liquéfié (GPL) respectivement de +0,7%, +1,4% et +1,1%.



Loi de finances 2024 : Consolidation du pouvoir d'achat et soutien à l'investissement

La loi de finances pour l'année 2024, signée, ce dimanche, par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à l'appui aux investissements ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales.



Le Président Tebboune signe la Loi de finances 2024

Le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, ce dimanche à Alger, la Loi de finances de l'année 2024.



Tebboune ordonne de généraliser la numérisation à tous les secteurs gouvernementaux

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui a présidé, ce dimanche, un conseil des ministres consacré à plusieurs dossiers importants, a ordonné de généraliser la numérisation à tous les secteurs gouvernementaux.

Tout en exprimant sa satisfaction concernant l'avancée de la numérisation des services domaniaux, fiscaux et douaniers, a néanmoins appelé à poursuivre et intensifier les efforts en coordination avec le Haut commissariat à la Numérisation.



Un programme complémentaire de 29,5 milliards DA pour Tindouf

Présidant un conseil des ministres tenu ce dimanche, le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a approuvé un programme complémentaire de 29,5 milliards de dinars au profit de la wilaya de Tindouf.



Entreprenariat : Des mesures pour lever les obstacles financiers

Les startups vont désormais bénéficier d'un financement participatif qui leur permettra d'être en contact avec les investisseurs souhaitant contribuer à leur dotation en ressources financières, et ce, à travers des plateformes dédiées à cette opération, dans l'objectif d'encourager les initiatives entrepreneuriales.

Cette déclaration a été faite par le ministre des Finances, Laaziz Faïd, à l'occasion de la réunion annuelle de la commission d'Organisation et de Surveillance des Opérations de Bourse (COSOB), qui a été dédiée au lancement officiel du financement participatif en tant que mécanisme novateur mis à disposition des start-up, ainsi qu'à la présentation du rapport annuel sur les valeurs mobilières de l'année 2022.



[Le président de la République a signé la loi de finances 2024](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, ce lundi, la loi de finances 2024, adoptée le 14 décembre par le Conseil de la nation, et le 5 décembre par l'APN.

Cette loi prévoit une batterie de mesures législatives, destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à travers essentiellement diverses dispositions fiscales, à l'appui aux investissements et à l'économie nationale, ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales.

Le Courrier
L'INFORMATION AU QUOTIDIEN d'Algérie

[LE TEXTE CONSOLIDE LE POUVOIR D'ACHAT ET ENCOURAGE L'INVESTISSEMENT : Le Président signe la LF-2024](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier à Alger, la Loi de finances 2024, selon un communiqué de la présidence de la République, et ce lors d'une cérémonie qui a eu lieu au palais d'El Mouradia en présence de hauts responsables de l'État. La quintessence de cette loi, qui rentre en vigueur à partir du 1er janvier 2024, s'articule autour de deux axes principaux.

LE JOUR
D'ALGERIE
Quotidien national d'information

[Lors de la réunion du Conseil des ministres: Le président Tebboune insiste sur l'accélération de la numérisation](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier, une réunion du Conseil des ministres consacrée à des exposés inhérents au programme complémentaire destiné à la wilaya de Tindouf, aux statuts et régimes indemnitaires des corps relevant du secteur de l'Education nationale, du chercheur hospitalo-universitaire, de l'enseignant chercheur et de l'enseignant permanent, des corps médicaux et paramédicaux et de l'imam, outre le suivi de l'état d'avancement de la numérisation des services de l'Etat, des impôts et des Douanes.

Investissements, dépenses, impôts...

Tebboune signe la Loi de Finances de 2024

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier dimanche à Alger, la loi de finances 2024, selon un communiqué de la présidence de la République.

La loi, adoptée le 14 décembre par le Conseil de la nation, et le 5 décembre par l'APN, contient une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à travers essentiellement diverses dispositions fiscales, à l'appui aux investissements et à l'économie nationale, ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales. Le texte table sur une croissance économique de 4,2% en 2024, tirée par tous les secteurs d'activités, avec une croissance du secteur des hydrocarbures de près de 1%, boostée principalement par les exportations gazières. Le prix de référence fiscal du baril de pétrole brut est maintenu à 60 dollars sur la période 2024-2026, alors que le prix du marché du baril est maintenu à 70 dollars sur la même période.



رئيس الجمهورية يوقع على قانون المالية لسنة 2024

وقع رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، على قانون المالية لسنة 2024، حسب ما جاء في بيان لرئاسة الجمهورية.

وتضمن القانون، الذي صادق عليه مجلس الأمة في 14 ديسمبر الجاري والمجلس الشعبي الوطني في 5 ديسمبر، عدة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورقمنتها.

مجلس الوزراء : رئيس الجمهورية يشدد على ضرورة رقمنة كل القطاعات الحكومية بشكل موحد

شدد رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، خلال ترؤسه، اليوم الاحد، اجتماعا لمجلس الوزراء، على ضرورة رقمنة كل القطاعات الحكومية بشكل موحد، تحت إشراف المحافظة السامية للرقمنة، حسب ما أفاد به بيان لمجلس الوزراء. وأوضح البيان أنه بخصوص مدى تقدم رقمنة مصالح أملاك الدولة والضرائب والجمارك، "ثمن السيد الرئيس التقدم المسجل في مجال رقمنة قطاع المالية"، داعيا إلى "مواصلة الجهود وتكثيفها وذلك بالتنسيق مع المحافظة السامية للرقمنة".



رئيس الجمهورية يوقع على قانون المالية لسنة 2024

التزام بالطابع الاجتماعي للدولة

وقّع رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، أمس، على قانون المالية لسنة 2024 بمقر رئاسة الجمهورية بحضور كل من رئيس مجلس الأمة صالح قوجيل، رئيس المجلس الشعبي الوطني إبراهيم بوغالي، الوزير الأول نذير العرباوي، رئيس أركان الجيش الوطني الشعبي، الفريق أول السعيد شنقريحة، فضلا عن كبار المسؤولين في الدولة وفق بيان الرئاسة.

حرص الرئيس تبون على أن يولي القانون الذي صوّت عليه البرلمان في بداية الشهر الجاري، أهمية كبيرة للجانب الاجتماعي، خاصة فيما يتعلق بالمحافظة على القدرة الشرائية للمواطنين بالأساليب المتاحة، مع الأخذ بعين الاعتبار التوازنات المالية، مشدداً على ضرورة إدراج الزيادات في الأجور التي تم إقرارها خلال اجتماعات سابقة لمجلس الوزراء منذ عام 2022 بهدف الوصول إلى تنفيذ الالتزام القاضي ببلوغ زيادات تصل إلى 47% في العام القادم، مع احتساب الأثر المالي المترتب عن مراجعة القوانين الأساسية لقطاعات الصحة والتربية والتعليم العالي.

ثمن التقدم المسجل في مسارها بقطاع المالية.. الرئيس تبون:

رقمنة شاملة لكل القطاعات تحت إشراف المحافظة السامية

شمل جدول أعمال اجتماع مجلس الوزراء الذي ترأسه رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، أمس، علاوة على عرض البرنامج التكميلي لولاية تبون وكذا القوانين الأساسية الأنظمة التعويضية للأسلاك الخاصة بالتربية الوطنية والتعليم العالي والبحث العلمي والأئمة، متابعة مستوى تقدم عملية رقمنة المصالح التابعة لقطاع المالية على غرار أملاك الدولة والضرائب والجمارك، حيث شدد السيد الرئيس على ضرورة أن تكون عملية الرقمنة شاملة لكل القطاعات الحكومية تحت إشراف المحافظة السامية للرقمنة.



رئيس الجمهورية يوقع على قانون المالية لسنة 2024

وقع رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، على قانون المالية لسنة 2024.

وكان أعضاء مجلس الأمة، قد صادقوا على مشروع قانون المالية لسنة 2024، ديسمبر الجاري.

ويرمي هذا المشروع إلى تقليص العجز العمومي وتنويع مصادر تمويله، وتعزيز ديناميكية التنمية الاجتماعية والاقتصادية. من خلال الحفاظ على القدرة الشرائية والإنصاف الاجتماعي وتعزيز قاعدة البنية التحتية وإنجاز مختلف المشاريع الجاري تنفيذها حالياً.



مجلس الوزراء.. 6 ملفات مهمة على طاولة رئيس الجمهورية

ترأس رئيس الجمهورية، القائد الأعلى للقوات المسلحة، وزير الدفاع الوطني، عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، اجتماعاً لمجلس الوزراء.

رقم قياسي جديد.. سعر "الأورو" و"الدولار" في السكوار!

شهدت أسعار صرف العملة الأوروبية الموحدة "الأورو" مقابل الدينار الجزائري ارتفاعا قياسيا جديدا في السوق السوداء "السكوار" بالجزائر العاصمة.

ووصل سعر 100 أورو في ساحة بورسعيد بالجزائر العاصمة إلى 23700 دينار جزائريا للبيع و23500 دينار للشراء. ومن جانبه، شهد الدولار الأمريكي ارتفاعا في "السكوار"، حيث وقف عند 22000 دينار جزائري للبيع ومقابل 21800 دينار جزائري للشراء.



الرئيس تبون يوقع على قانون المالية لسنة 2024

وقع رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون يوم الأحد، على قانون المالية لسنة 2024، حسب ما جاء في بيان لرئاسة الجمهورية.

وجرت مراسم التوقيع بمقر الرئاسة، بحضور كبار المسؤولين في الدولة، على غرار أعضاء الحكومة ورئيس المجلس الشعبي الوطني ورئيس مجلس الأمة ورئيس أركان الجيش الوطني الشعبي.



رئيس الجمهورية يوقع قانون المالية لسنة 2024

وَقَّعَ رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، اليوم، على قانون المالية لسنة 2024.

أفاد بيان لرئاسة الجمهورية، اليوم الأحد، أن الرئيس تبون وقع على قانون المالية 2024. وتمت مراسم التوقيع بمقر رئاسة الجمهورية، بحضور كبار المسؤولين في الدولة.



قانون المالية 2024.. تدابير للحفاظ على القدرة الشرائية ودعم الاستثمار

تضمن قانون المالية لسنة 2024، الذي وقعه رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، اليوم الأحد، عدة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن ودعم الاستثمار وتسهيل الاجراءات الجبائية ورقمنتها.

ينص القانون، ضمن التدابير الرامية للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، على الإعفاء المؤقت من الرسم على القيمة المضافة، في مرحلتي الانتاج والتسويق بالجملة والتجزئة، لكلا من دجاج التسمين والديك الرومي وبيض الاستهلاك والفواكه والخضروات الطازجة، المنتجة محليا، وكذا الحبوب الجافة والأرز بما فيها المستوردة، وذلك إلى غاية نهاية 2024.

START-UP

Le financement participatif officiellement lancé

● Un deuxième mode de financement a également été finalisé cette année ● Il s'agit des organismes de placement collectif à risque (OPCR), destiné aux PME, à travers des participations dans les PME avec une certaine prise de risque.

Les start-up en phase de démarrage ont désormais la possibilité de recourir au financement participatif, appelé communément «crowdfunding». Ce nouveau mécanisme leur permettra d'entrer en liaison, depuis des plateformes dédiées, avec les investisseurs souhaitant contribuer à l'approvisionnement en ressources financières. Plus concrètement, comme l'a expliqué le ministre des Finances, Laaziz Faïd, le 23 décembre, le cadre juridique adopté dans ce cadre et qui vient d'autres mécanismes déjà en place donnera la possibilité à «un grand nombre de profiter d'un financement participatif depuis des plateformes numériques, à travers l'entrée en contact de façon directe et transparente entre les start-up en recherche de financement, et les investisseurs souhaitant contribuer à l'approvisionnement en ressources financières».

Une manière, selon le ministre, de «développer le tissu dynamique des jeunes entreprises à fort potentiel de développement dans les secteurs d'activité et à travers l'ensemble du territoire national». L'objectif étant en effet de renforcer l'esprit d'initiative, en assurant financement et accompagnement aux start-up et aux micro-entreprises notamment. Et ce d'autant que l'expérience entrepreneuriale est confrontée à des difficultés pour lever des fonds via les canaux conventionnels.

Le financement participatif a déjà fait ses preuves ailleurs et est devenu, au fil des ans, un facteur important dans le financement des entreprises. La situation de



Le financement participatif des entreprises a déjà fait ses preuves ailleurs

la Covid-19 a d'ailleurs considérablement accéléré la croissance du financement participatif, et le changement se poursuit dans le scénario post-pandémique. Les tendances sur ce marché sont d'ailleurs en hausse à travers le monde. Selon une analyse publiée récemment sur les prévisions de croissance (2023-2028), la taille du marché du financement participatif devrait passer de 1,30 milliard de dollars en 2023 à 2,69 milliards d'ici 2028. C'est dans ce contexte que l'Algérie a franchi le pas. Ainsi, dix mois après la finalisation du cadre réglementaire régissant ce mode de financement institué, pour rappel, en vertu de la loi de finances 2020 et après publica-

tion dans le *Journal officiel* du règlement de la Commission d'observation et du surveillance des opérations boursières (Cosob) n° 01-23, fixant les conditions d'accréditation et d'activité des conseillers en investissement participatif et de leur surveillance, un nouvel élément marque son arrivée sur le marché financier, en l'occurrence le conseiller en investissement participatif doté d'un statut.

En sa qualité d'autorité de régulation du marché boursier, la Cosob vise, à travers ce statut, à apporter une participation complémentaire de soutien aux systèmes entrepreneuriaux de manière globale, en collaboration avec l'ensemble des interve-

nants dans la sphère des start-up. Ces dernières peuvent, selon le ministre des Finances, bénéficier de l'appui du fonds de soutien et de développement des sociétés de capital investissement (en détenant plus de 49% du capital de la start-up).

Un deuxième mode de financement a également été finalisé cette année. Il s'agit des organismes de placement collectif à risque (OPCR), destiné aux PME, à travers des participations dans les PME avec une certaine prise de risque. «Il concerne surtout les investisseurs qualifiés, c'est-à-dire aguerris à la prise de risque, et non aux particuliers», selon les explications déjà fournies par la Cosob. **Samira I.**

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE SIGNE LA LOI DE FINANCES 2024

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, la loi de finances 2024, selon un communiqué de la présidence de la République. La signature a eu lieu au siège de la présidence de la République, en présence de hauts responsables de l'Etat, selon la même source. Le texte adopté par les deux Chambres, les 5 et 14 décembre, prévoit des recettes de 9105,3 milliards de dinars en 2024, dont 3512,3 milliards de recettes pour la fiscalité pétrolière, et des dépenses d'une valeur de 15 292,74 milliards de dinars comme autorisation d'engagement et 15 275,28 milliards comme crédits de paiement. Les dépenses prévues dans le texte de loi englobent notamment les dépenses de personnel avec 5155,67 milliards de dinars, dépenses de gestion des services 632,87 milliards, outre les dépenses d'investissement estimées à 2894,58 milliards comme autorisation d'engagement et 2809,36 milliards de crédits de paiement.



Le président de la République signe la loi de finances 2024

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a signé, hier, à Alger, la loi de finances 2024. La loi, adoptée le 14 décembre par le Conseil de la nation, et le 5 décembre par l'APN, prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à travers essentiellement diverses dispositions fiscales, à l'appui aux investissements et à l'économie nationale, ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales. Le texte table sur une croissance économique de 4,2% en 2024, tirée par tous les secteurs d'activité, avec une croissance du secteur des hydrocarbures de près de 1%, boostée principalement par les exportations gazières. Le prix de référence fiscal du baril de pétrole brut est maintenu à 60 dollars sur la période 2024-2026, alors que le prix du marché du baril est maintenu à 70 dollars sur la même période. La loi prévoit une forte hausse des dépenses budgétaires, à 15.275,3 milliards de DA en 2024, alors que les recettes budgétaires devraient s'établir à 9.105,3 milliards de DA.

ÉDUCATION, SANTÉ, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, AFFAIRES RELIGIEUSES

Les statuts particuliers en vigueur en février

Les statuts particuliers et régimes indemnitaires des travailleurs de l'éducation, des hospitalo-universitaires, des chercheurs, des paramédicaux mais également des imams ne seront définitivement tranchés qu'à compter de début février. Les bénéficiaires pourront néanmoins profiter des augmentations qui y sont prévues avec effet rétroactif. En Conseil des ministres, le président de la République a affirmé que les textes devront apporter une véritable «valeur ajoutée» aux professions concernées, avec un impact sur leur situation sociale.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Attendus depuis longtemps par les travailleurs de nombreux secteurs, les statuts particuliers, mais également les régimes indemnitaires qui vont en découler seront prêts d'ici début février prochain. Ils devront faire l'objet d'enrichissement. C'est ce qui a été décidé, hier dimanche, en Conseil des ministres au cours duquel, le président de la République a donné des instructions afin que le contenu de ces textes soit davantage précisé avant de trancher et de les promulguer.

Les travailleurs de l'éducation, les hospitalo-universitaires, les chercheurs, les paramédicaux mais également les imams vont néanmoins profiter des dispositions contenues dans les textes, notamment les primes et les augmentations de salaires, avec effet rétroactif à partir de janvier prochain.

Au cours du Conseil des ministres d'hier, le président de la République a rendu un hommage aux différents corps des secteurs concernés par les

nouveaux statuts particuliers, pour les efforts fournis durant les périodes difficiles que le pays a eu à traverser, estimant qu'il devenait nécessaire d'améliorer leur situation à travers des statuts qui répondent à leurs aspirations. Ces textes devront, dit-il, apporter une valeur ajoutée «réelle» pouvant impacter la situation des corps concernés. Au cours du même Conseil des ministres, il a été question d'évaluation du processus de numérisation des services des domaines, des impôts et des douanes.

L'occasion pour Abdelmadjid Tebboune de faire part de sa satisfaction des actions menées dans le secteur des finances, appelant à une plus grande coordination pour la numérisation qui doit se faire sous l'égide du Haut-Commissariat à la numérisation. Des rapports périodiques devront être présentés pour évaluer la cadence à laquelle la numérisation avancerait. Enfin, le Conseil des ministres a examiné le programme complémentaire destiné à la wilaya de Tindouf et qui

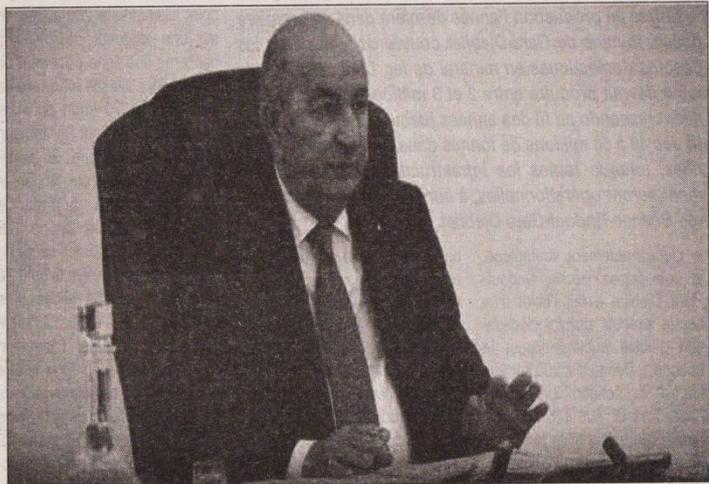


Photo : DR

comporte dix-huit opérations qui touchent les sept secteurs que sont l'hydraulique, la santé, l'urbanisme, l'environnement, l'habitat et la jeunesse avec une enveloppe globale de 29,5 mil-

liards de dinars qui s'ajoute au programme en cours de réalisation. Le président de la République a demandé à ce qu'une étude soit immédiatement lancée pour préparer la

mise en place d'une zone de libre-échange, permettant de diversifier les activités économiques et de dynamiser la région frontalière.

N. I.

Tebboune signe la loi de finances 2024

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a signé, dimanche à Alger, la loi de finances 2024.

La loi, adoptée le 14 décembre par le Conseil de la Nation, et le 5 décembre par l'APN, prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à travers essentiellement diverses dispositions fiscales, à l'appui aux investissements et à l'économie nationale, ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales. Le texte table sur une croissance économique de 4,2% en 2024, tirée par tous les

secteurs d'activités, avec une croissance du secteur des hydrocarbures de près de 1%, boostée principalement par les exportations gazières.

Le prix de référence fiscal du baril de pétrole brut est maintenu à 60 dollars sur la période 2024-2026, alors que le prix du marché du baril est maintenu à 70 dollars sur la même période.

La loi prévoit une forte hausse des dépenses budgétaires, à 15.275,3 milliards de DA en 2024, alors que les recettes budgétaires devraient s'établir à 9.105,3 milliards de DA.

APS

Une batterie de mesures pour consolider le pouvoir d'achat et soutenir davantage l'investissement

La loi de finances pour l'année 2024, signée dimanche par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prévoit une batterie de mesures législatives destinées notamment à la préservation du pouvoir d'achat du citoyen, à l'appui aux investissements ainsi qu'à la simplification et la numérisation des procédures fiscales.

La loi propose ainsi une exonération temporaire de la TVA, aux stades de production et de commercialisation gros et détail, jusqu'au 31 décembre 2024 du poulet de chair, de la dinde, des œufs de consommation, des fruits et légumes frais, produits localement et des légumes secs et riz, produits localement ou importés.

Elle comporte, dans le cadre des mesures visant la consolidation du pouvoir d'achat, l'institution d'une allocation forfaitaire de solidarité pour les catégories sociales sans revenus notamment, les chefs de famille, les familles, les personnes, les personnes âgées de plus de 60 ans et les personnes à besoins spécifiques.

Le texte propose également l'ouverture d'un compte d'affectation spéciale (n302-154) intitulé «Fonds de la pension alimentaire», à travers lequel l'État paiera les pensions alimentaires attribuées aux bénéficiaires et le ministère de la Justice

percevra ces sommes sur les débiteurs. Dans le domaine du logement, la loi propose un abattement de 10%, calculé sur la base du reste à payer des loyers, octroyé aux bénéficiaires de logements AADL, ayant honoré le paiement des 25% du prix du logement et désirant solder, par anticipation, le reliquat de ce prix.

Le texte introduit une prise en charge par le Trésor, des intérêts pendant la période de différé et la bonification du taux d'intérêt des prêts accordés par les banques publiques, à hauteur de 100%, dans le cadre de la réalisation de la tranche additionnelle de 50.000 logements de type location-vente, au titre de l'année 2024.

En outre, une prorogation jusqu'au 31 décembre 2025, au lieu le 31 juillet 2023, du délai accordé aux occupants des logements publics locatifs (logement social), désirant acquérir leurs logements, pour introduire leurs demandes d'acquisition, a été instituée.

La loi de finances institue également la mise à la disposition de la Banque nationale de l'habitat (BNH), en lieu et place de la Caisse nationale du logement (CNL), du financement des programmes de logements publics locatifs, des voiries et réseaux divers primaires et secondaires, ainsi que des aides frontales et

les contributions de l'État pour l'accès au logement.

Le texte propose aussi d'introduire la possibilité donnée à l'Entreprise nationale de la promotion immobilière (ENPI), de commercialiser en vente libre, les logements promotionnels publics (LPP) invendus, sous réserve du remboursement de l'aide indirecte de l'État.

Suppression de la TAP

Quant au volet relatif à l'appui à l'investissement, le texte supprime la taxe sur l'activité professionnelle (TAP) conformément aux instructions du président de la République, avec la possibilité, pour les projets d'investissement structurants, financés par un prêt du Trésor, de bénéficier des conditions de financement spécifiques.

Il a, en outre, introduit la réouverture du compte d'affectation spéciale intitulé «Fonds spécial pour la promotion des exportations» (FSPE), afin d'encourager les exportations hors hydrocarbures, conformément aux orientations du président de la République.

Plusieurs avantages fiscaux ont été également instaurés dans l'objectif d'encourager les activités économiques, à l'instar de l'exemption de la TVA des opérations de réassurance et de Retakaful, l'exonération de l'impôt forfaitaire unique (IFU), des chiffres d'affaires réalisés

issus des activités de collecte et de vente du lait cru, et l'extension de l'application du taux réduit de TVA de 9%.

S'agissant des mesures en faveur de l'entrepreneuriat et des start-up, la loi propose une révision à la baisse du taux d'imposition de l'IFU de 5 à 0,5%, applicable aux activités exercées sous le statut d'auto-entrepreneur.

Le texte reconduit, pour une durée de cinq ans, à compter du 1er janvier 2024, l'exonération de l'impôt sur le bénéfice des sociétés (IBS) et de l'impôt sur le revenu global (IRG), des produits et des plus-values de cession des obligations, titres et obligations assimilés du Trésor, cotés en Bourse ou négociés sur un marché organisé, d'une échéance minimale de cinq ans, de même que les droits d'enregistrement, des opérations portant sur les valeurs mobilières cotées en Bourse ou négociées sur un marché organisé.

Dans le cadre de la numérisation, une série de mesures qui concernent la déclaration en douane, notamment l'obligation faite au déclarant de souscrire la déclaration par voie électronique, sur la base des documents numériques et d'effectuer la signature électronique de la déclaration, conformément à la législation en vigueur, a été par ailleurs introduite.

APS

رئيس الجمهورية يوقع على قانون المالية لسنة 2024

تحفيزات جبائية وتدابير للحفاظ على القدرة الشرائية حيز التطبيق في جانفي

● وقع رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون، أمس بالجزائر العاصمة، على قانون المالية لسنة 2024، وتضمن القانون، الذي صادق عليه مجلس الأمة في 14 ديسمبر الجاري والمجلس الشعبي الوطني في 5 ديسمبر، عدة تدابير تشريعية تهدف بشكل رئيسي إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، ودعم الاستثمار وتسهيل الإجراءات الجبائية ورقمنتها.

ويتوقع القانون نمو اقتصاديا بـ 4.2٪ للسنة القادمة، مدفوعا بأداء جميع القطاعات، فيما ينتظر أن يتمتع قطاع المحروقات، لا سيما بفضل ارتفاع صادرات الغاز.

وقد أعد القانون على أساس سعر مرجعي لبرميل النفط بـ 60 دولارا خلال الفترة 2024-2026، و 70 دولارا كسعر سوق تقديري لبرميل النفط الخام. ويتوقع القانون ارتفاعا في النفقات العمومية إلى 15275.3 مليار دج، فيما ينتظر إيرادات بـ 9105.3 مليار دج.

وقد تضمن قانون المالية تدابير للحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن، كالإعفاء المؤقت من الرسم على القيمة المضافة في مرحلتي الإنتاج والتسويق بالجملة والتجزئة، لكل من دجاج التسمين والديك الرومي وبيض الاستهلاك والفواكه والخضروات الطازجة المنتجة محليا، وكذا الحبوب الجافة والأرز بما فيها المستوردة، وذلك إلى غاية نهاية 2024.

ونص القانون على تأسيس منحة جزافية للتضامن تمنح للفئات الاجتماعية دون دخل، لا سيما أرباب العائلات والعائلات والأشخاص، والأشخاص البالغين أكثر من 60 سنة، وكذا الأشخاص من ذوي الاحتياجات الخاصة الذين يستوفون شروطا تحدد عن طريق التنظيم.

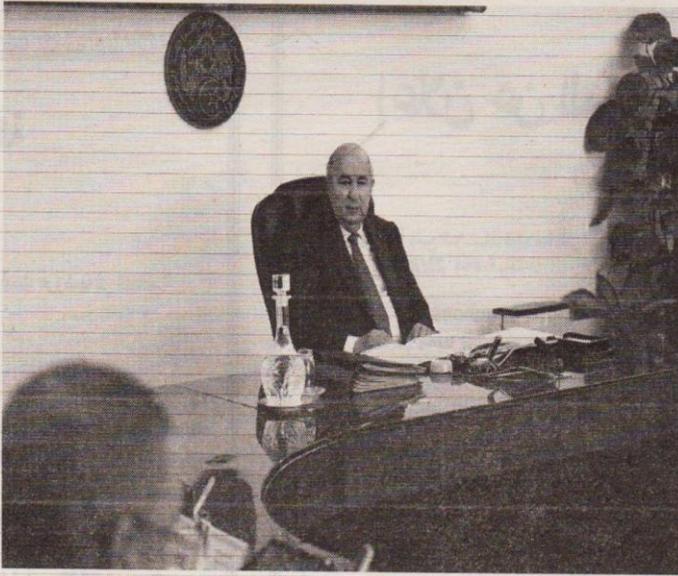
ويقترح النص أيضا إعادة فتح حساب تخصيص خاص عنوانه "صندوق النفقة"، تدفع الدولة عن طريقه مقابل النفقة المحكوم بها للمستفيدين منها، وتتولى وزارة العدل تحصيل هذه المبالغ من المدنيين بها وفقا لأليات خاصة. ووفق جداول القانون، سيوجه مبلغ 644.26 مليار دينار لدعم المواد ذات الاستهلاك الواسع من حبوب وحليب ومياه محلاة ودعم الطاقة واستقرار أسعار الزيت والسكر. فيما يوجه مبلغ 457.47 مليار دينار للتكفل بمنحة بطالة، بينما تصل ميزانية دعم السكن الاجتماعي بمختلف صيغه إلى 142.97 مليار دينار، منها 33.4 مليار دينار بعنوان البرنامج الجديد 80 ألف إعانة للسكن الريفي، و 80 ألف إعانة للتجزئات الاجتماعية، و 20 ألف إعانة للترقوي العمومي.

أنج

تشمل قطاعات التربية والصحة والباحثين والأئمة تبون يأمر بإثراء نوعي للقوانين الأساسية

• تمشين رقمنة قطاع المالية وضرورة الرقمنة الشاملة لكل القطاعات الحكومية

أمر رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون بمراجعة وإثراء القوانين الأساسية والأنظمة التعويضية للأسلاك الخاصة بالتربية الوطنية، الباحث الاستشفائي الجامعي، والأستاذ الباحث، والباحث الدائم، الأسلاك الطبية وشبه الطبية، والإمام، على أن يتم الفصل فيها بداية من شهر فيفري المقبل. كما أمر بالإطلاق الفوري لدراسة معمقة لإنشاء منطقة تبادل حر لفائدة ولاية تندوف لخلق حيوية اقتصادية، وأن تشمل الرقمنة كل القطاعات الحكومية.



نزهة فضيل

• تناول مجلس الوزراء المنعقد أمس، برئاسة الرئيس عبد المجيد تبون، عروضاً تخص البرنامج التكميلي لولاية تندوف، القوانين الأساسية والأنظمة التعويضية للأسلاك الخاصة بالتربية الوطنية، الباحث الاستشفائي الجامعي، والأستاذ الباحث، والباحث الدائم، الأسلاك الطبية وشبه الطبية، والإمام، بالإضافة إلى متابعة مدى تقدم رقمنة مصالح أملاك الدولة والضرائب والجمارك، بعد الاستماع إلى جدول الأعمال، وتقديم عرض من طرف الوزير الأول حول نشاطات الحكومة خلال الأسبوعين الأخيرين، بالإضافة إلى مداخلات الوزراء، أسدى الرئيس تبون أوامر وتعليمات وتوجيهات، استهلها بالبرنامج التكميلي لولاية تندوف.

فبعد موافقة مجلس الوزراء على البرنامج التكميلي المقترح لفائدة ولاية تندوف، والذي يشمل 18 عملية تخص 7 قطاعات (الري، الصحة، التعمير والتحسين الحضري، البيئة، السكن، الشباب) بغلاف مالي إجمالي يقدر بـ 29.5 مليار دينار يضاف إلى البرنامج الجاري إنجازه، أمر تبون بالإطلاق الفوري لدراسة معمقة تحضيراً لإنشاء منطقة تبادل حر تساهم في تنوع النشاطات الاقتصادية وخلق حيوية في المنطقة، خاصة على الحدود بين الجزائر وموريتانيا.

أما بخصوص مدى تقدم رقمنة مصالح أملاك الدولة والضرائب والجمارك، فأورد بيان لمجلس الوزراء أن عبد المجيد تبون "تمن التقدم المسجل في مجال رقمنة قطاع المالية"، داعياً إلى "مواصلة الجهود وتكثيفها، وذلك بالتنسيق مع المحافظة السامية للرقمنة". وشدد في نفس الإطار "على ضرورة أن تكون عملية الرقمنة شاملة لكل القطاعات الحكومية،

المهنية والعرفان لهم بكل الجهود التي بذلها في الأوقات الصعبة التي مرت بها بلادنا، ولا يزالون أوفياء لعزيمتهم، لذا وجب تحسين وضعياتهم من خلال قوانين خاصة".

وأوضح الرئيس تبون، بخصوص هذه الملفات، أن "مهنا مثل قطاعات التربية والصحة والتعليم العالي والإمامة هي مهنة توظف المجتمع، وذات أبعاد سامية وليست مجرد وظائف، وعليه وجب أن تتضمن هذه القوانين قيمة مضافة حقيقية لهذه المهنة، خاصة من الناحية الاجتماعية".

للإشارة، فقد اختتم مجلس الوزراء أشغاله بالصادقة على مراسيم تعيينات وإنهاء مهام في مناصب ووظائف عليا في الدولة، حسب بيان المجلس.

وبشكل موحد تحت إشراف المحافظة السامية للرقمنة". وأمر "بتقديم تقارير مرحلية لمتابعة التقدم المحرز، مع الإسراع في إتمام كل المراحل لما لها من أهمية في تطوير العمل الحكومي ككل".

وفي ما يتعلق بملفات القوانين الأساسية والأنظمة التعويضية للأسلاك الخاصة بالتربية الوطنية، الباحث الاستشفائي الجامعي، والأستاذ الباحث، والباحث الدائم، الأسلاك الطبية وشبه الطبية، والإمام، فقد أمر الرئيس "بمراجعة وإثراء وتوضيح مضامين هذه القوانين إجمالاً، وبشكل أعمق، على أن يتم الفصل فيها بداية من شهر فيفري المقبل، مع احتساب الأثر الرجعي للرواتب والعلوات بدءاً من شهر جانفي 2024". كما "جدد التزامه إزاء هذه الفئات

ارتفعت بين عامي 2022 و2023

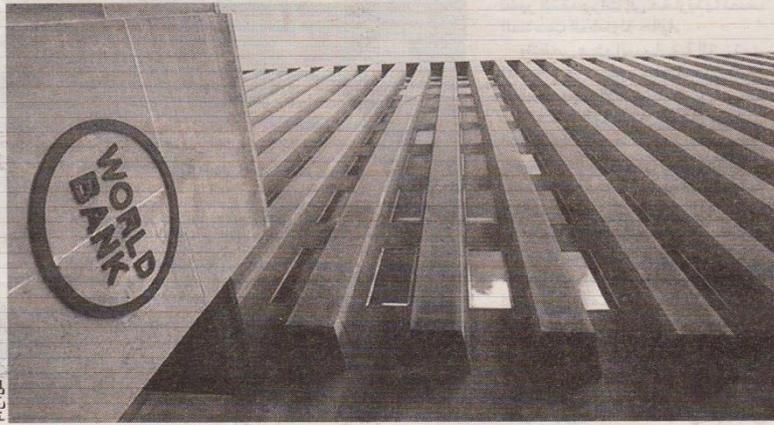
تحويلات الجزائريين من الخارج بلغت 1.77 مليار دولار

شهدت التحويلات إلى البلدان منخفضة ومتوسطة الدخل نموًا يقدر بنحو 3.8% في عام 2023، ويُعد هذا النمو أقل مما تحقق في العامين الماضيين. ووفقًا لأحدث موجز للبنك الدولي عن الهجرة والتنمية صدر، أمس، فإن ما يثير القلق هو خطر تراجع الدخل الحقيقي للمهاجرين في عام 2024 في مواجهة التضخم العالمي وانخفاض آفاق النمو، وكشفت تقديرات هيئة بروتون وودز أن قيمة التحويلات للجزائريين من الخارج برسم عام 2023، قدرت بـ 1.770 مليار دولار.

حفيظ صواليبي

● في عام 2023، أشارت التقديرات - حسب البنك الدولي - إلى أن تدفقات التحويلات إلى البلدان منخفضة ومتوسطة الدخل بلغت 669 مليار دولار، وتواصل أسواق العمل القادرة على الصمود في مواجهة الصدمات في بلدان الاقتصادات المتقدمة ودول مجلس التعاون الخليجي، دعم قدرة المهاجرين على إرسال الأموال إلى أوطانهم. وحسب المناطق، زادت تدفقات التحويلات إلى منطقة أمريكا اللاتينية والبحر الكاريبي بنسبة (8%)، وجنوب آسيا (7.2%)، وشرق آسيا والمحيط الهادي (3%)، وإفريقيا جنوب الصحراء (1.9%)، وتراجعت التدفقات إلى منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا للعام الثاني بنسبة 5.3%؛ ويرجع ذلك أساسًا إلى الانخفاض الحاد في التدفقات إلى مصر. كما انخفضت التحويلات إلى منطقة أوروبا وآسيا الوسطى بنسبة 1.4%، بعد زيادتها بأكثر من 18% في عام 2022. وظلت الولايات المتحدة أكبر مصدر للتحويلات، وكانت البلدان الخمسة التي تلقت أكبر قدر من التحويلات في عام 2023 هي الهند (125 مليار دولار) والمكسيك (67 مليار دولار) والصين (50 مليار دولار)، والبلين (40 مليار دولار) ومصر (24 مليار دولار). ومن بين الاقتصادات التي تُشكل فيها تدفقات التحويلات نسبة كبيرة من إجمالي ناتجها المحلي - وهو ما يبرز أهمية التحويلات لتمويل عجز الحساب الجاري والموازنة العمومية - طاجيكستان (48%)، وتونغا (41%) وساموا (32%) ولبنان (28%) ونيكاراغوا (27%).

وبناءً على مسار ضعف النشاط الاقتصادي العالمي، من المتوقع حسب البنك الدولي أن يتراجع نمو التحويلات إلى البلدان منخفضة ومتوسطة الدخل إلى 3.1% في عام 2024، وتستد التنبؤات المتواضعة إلى تباطؤ النمو الاقتصادي واحتمال تراجع أسواق العمل في العديد من البلدان مرتفعة الدخل، وتشمل مخاطر التطورات السلبية الأخرى



البنوك هي القنوات الأكثر تكلفةً لإرسال التحويلات، (إذ بلغ متوسط التكلفة التي تتقاضاها 12.1%)، تليها مكاتب البريد (7%)، وشركات تحويل الأموال (5.3%)، وشركات الهاتف المحمول (4.1%). وحسب مؤشر إرسال الأموال داخل الشرق الأوسط وشمال إفريقيا أقل تكلفةً من إرسال الأموال من الخارج، فقد أشار التقرير إلى أن التحويلات من فرنسا إلى الجزائر، من بين الأكثر تكلفةً، حيث قدرت بنحو 12 بالمائة خلال السداسي الثاني من 2022، و11.8 بالمائة من السداسي الثاني من 2023.

ح. ص

السنوات	قيمة التحويلات المالية (مليار دولار)
2015	1,997
2016	1,989
2017	1,792
2018	1,985
2019	1,786
2020	1,700
2021	1,792
2022	1,659
2023	1,770

الصادرة عن البنك الدولي ومؤسسة "كنوماد" للشراكة الدولية للمعرفة بشأن الهجرة والتنمية، وهي مؤسسة فكرية لمجتمع الهجرة العمالي، في تقرير صادر تحت عنوان "الاستفادة من الموارد المالية للمغتربين من أجل تعبئة رأس المال الخاص موجز الهجرة والتنمية رقم 39 ديسمبر 2023". فإن قيمة تحويلات الجزائريين بالخارج قدرت برسم عام 2023، بنحو 1.770 مليار دولار، وتمثل 0,7901 بالمائة من الدخل الإجمالي الخام، وكانت التحويلات قد بلغت في سنة 2022، ما قيمته 1,690 مليار دولار، مقابل 1,792 مليار دولار في سنة 2021.

ووفقًا للتطورات المسجلة، فإن قيمة التحويلات الخاصة بالجزائرية، سجلت نموًا بنسبة 4.51 بالمائة.

تكاليف مرتفعة للتحويلات
ووفقًا لقاعدة بيانات البنك الدولي لأسعار التحويلات في العالم، لا تزال تكاليف التحويلات مرتفعة، حيث بلغت تكلفتها 6.2% في المتوسط لإرسال 200 دولار حتى الربع الثاني من عام 2023. وبالمقارنة بالوضع قبل عام، كان إرسال الأموال إلى جميع المناطق أكثر تكلفةً، باستثناء منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا. ولا تزال

تقلب أسعار النفط وأسعار صرف العملات، وتراجع اقتصادي أكبر من المتوقع في البلدان مرتفعة الدخل. وإقليمياً، من المتوقع - حسب التقرير - أن تتراجع التحويلات إلى منطقة الشرق الأوسط وشمال إفريقيا مرة أخرى في عام 2023، لتتخف بنحو 5.3% لتصل إلى 61 مليار دولار في عام 2023، ويرجع السبب الرئيسي في ذلك إلى التراجع الحاد في التدفقات إلى مصر. وبالنسبة لمصر، من المحتمل أن تكون الفجوة الكبيرة بين سعر الصرف الرسمي والسوق الموازية قد تسببت في عدم تسجيل جزء كبير من التحويلات. وفي الوقت نفسه، شهدت تدفقات التحويلات إلى بلدان المغرب العربي زيادة، وجاءت هذه الزيادة لمعاوضة بعض التراجع الذي شهدته هذه البلدان. وبلغت تكلفة تحويل 200 دولار إلى المنطقة 5.9% في المتوسط في الربع الثاني من عام 2023. وفي عام 2024، من المتوقع أن تتعافى تدفقات التحويلات بزيادة قدرها 2.1% بناءً على الانتعاش المتوقع في التدفقات إلى مصر.

ارتقاء مستوى التحويلات الخاصة بالجزائريين ما بين 2022 و2023 واستناداً إلى الإحصائيات



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



f

@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger